



★ Mobiliser pour Construire ★
**ACTION TCHADIENNE POUR L'UNITÉ ET LE SOCIALISME / PARTI
RÉVOLUTIONNAIRE POPULAIRE ET ÉCOLOGIQUE**
(ACTUS / prpe)

Courriel : actus-prpe@club-internet.fr

N/Réf: 63/SG/2009

Objet : Cp élection Gabon

Déclaration de l'ACTUS-prpe contre le hold-up électoral au Gabon et soutien à la lutte du Peuple.

Gabon: l'Impérialisme français a repris le haut du pavé en déniait au peuple la démocratie.

l'ACTUS-prpe exprime au préalable sa compension aux familles des victimes de la répression policière. Notre Parti adresse sa solidarité militante au peuple frère du Gabon dans sa légitime lutte contre toute forme de dictature afin d'instaurer une véritable démocratie et indépendance nationale.

Le peuple gabonais mais aussi les africains qui aspirent à la démocratie en luttant pour la fin des dictatures ont reçu un coup de massue le jeudi 3 septembre 2009. La proclamation tardive des résultats de l'élection présidentielle après de multiples tractations obscures, octroie la victoire au fils du Président défunt Omar Bongo Odimba: Mr. Ali Bongo Odimba, ex-ministre de la Défense recueille 41,73% de voix tandis que les deux adversaires majoritaires comptabilisent respectivement 25,88% pour André Mba Obame et 25,22% en faveur de Pierre Mamboundou.

Après 42 ans de pouvoir sans partage et sans discontinuité du Président Omar Bongo Odimba, Doyen des Chefs d'Etat, imposé militairement aux Gabonais par l'impérialisme français, le Peuple s'était mobilisé pour tourner enfin la page de la « dynastie Bongo ». Cependant, hélas la Françafrique dont l'ex Président était le patriarche en Afrique, ne l'entend pas de cette oreille : tous les moyens ont été mobilisés pour usurper la victoire du Peuple en imposant le candidat Ali Bongo Odimba, garant de la continuité et de la domination coloniale de la France sur ce riche pays africain. .

La prétendue élection présidentielle «démocratique» au Gabon n'a été qu'un véritable hold-up, un coup d'état électoral... selon la majorité du Peuple gabonais qui a exprimé massivement sa colère en s'attaquant au symbole de la France et ses intérêts représentés par de nombreuses entreprises françaises dont Bouygues, Bolloré, Areva, Total, BNP, Rougier, Eramet, Veolia, Crédit lyonnais, Axa...

Sur une population d'environ 1.331.138 habitants, la Françafrique a amplifié le corps électoral à 820.000 électeurs afin de s'assurer la victoire par le bourrage des urnes. Ce chiffre qui est contraire aux normes généralement admises en démocratie n'a suscité aucune observation du Gouvernement français, partie prenante dans cette mascarade d'élection présidentielle. Au Gabon l'âge requis pour voter est de 21 ans et selon les statistiques démographiques, environ 40% de la population a moins de 21 ans. La machine à frauder de la Françafrique a inventé un corps électoral qui défit toute logique humaine. Ce fait sera confirmé plus tard par Mr. Antoine Glaser Directeur de la publication, La Lettre du Continent. Ce dernier affirma dans une interview à BBC le 5 septembre 2009 ces cruelles vérités : *« Tout le monde savait qu'Ali Bongo allait passer de gré ou de Force. Il se prépare depuis 1986. Il avait été déjà à Matignon annoncé à*

l'époque à Jacques Chirac qu'il voulait succéder à son père et en fait depuis 10 ans Ministre de la défense. Il veut absolument être Président en succédant à son père »

Le Candidat Ali Bongo Odimba au pouvoir dispose de l'appareil d'état, contrôle la Commission Electorale Nationale autonome et Permanente (CENAP, composée majoritairement de militants du Parti au pouvoir, le Parti Démocratique Gabonais, le PDG) et les médias officielles. Le quotidien Le Monde du 3 septembre 2009 écrivait : *« Dans la nuit de mardi à mercredi, un commando de cinq hommes cagoulés a mitraillé à l'arme automatique la station d'émission satellite de Go Africa. Cette chaîne de télévision tentait de prendre le relai de TV+, la chaîne appartenant à l'opposant André Mba Obame, dont la diffusion est interdite depuis dimanche, jour du vote »*. Cette atteinte de la liberté de presse et de surcroît en période électorale n'a suscité une fois de plus aucune réaction du gouvernement français qui demeure aphone et aveugle. Pour ce dernier, l'infantilisation, l'humiliation et la domination des africains de son pré-carré est une tradition solidement ancrée car toutes les règles élémentaires de démocratie ne sont pas destinées aux indigènes noirs qui demeurent encore immature.

Aussitôt après la proclamation des résultats imposés par l'impérialisme français, nous assistons à une vigoureuse mise en garde, une menace à peine voilée de frappe militaire contre la population révoltée émanant du Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, Mr. Alain Joyandet. Interrogé sur RTL, le Ministre a déclaré que les troupes françaises stationnées au Gabon comptent environ un millier d'hommes. Elles sont prêtes à intervenir si des ressortissants français et les intérêts de l'hexagone sont menacés. L'ordre colonial doit être maintenu par tous les moyens grâce aux troupes françaises de la 6^è BIMA basées dans le pays. Signalons qu'en 1990, ces mêmes troupes françaises d'occupation ont réprimé sauvagement dans le sang la révolte populaire des jeunes qui contestaient les élections frauduleuses qui ont permis de perpétuer le pouvoir du Président Omar Bongo Odimba.

Les multiples interventions de l'armée française pour soutenir et pérenniser les dictateurs contre la volonté des Peuples africains sont devenues une tradition hexagonale sous tous les gouvernements aux bords de la seine. Le Peuple tchadien vit avec colère et amertume sous la plus cruelle tyrannie d'Afrique du Général-Président Déby imposé par la France depuis 19 ans. Ce dernier fut sauvé in extremis à plusieurs reprises grâce aux interventions de l'Armée française contre les percées militaires foudroyantes des Forces de résistance nationale.

Dans la lignée des preuves de cette mascarade d'élection présidentielle, nous retenons la déclaration de la Présidente de l'Association Survie (fondée par François-Xavier Vershave), Mme Odile Biyidi (Veuve du militant panafricain et pionnier pourfendeur de la Françafrique, Mongo Béti) au quotidien Le Monde du 04 septembre : *« Les premières constatations dans les bureaux montraient une avance considérable des deux candidats d'opposition (Pierre Maboundou et André Mba Obame) et Ali Bongo arrivait assez loin en troisième position. Ce résultat est un coup de force. Il n'a même pas été annoncé à l'unanimité car le procès verbal n'a pas été signé par tous les membres de la commission. Il y a eu beaucoup d'affrontement au sein de cet organe qui a longtemps tergiversé pour remettre les résultats. Quoi qu'il en soit, la décision finale n'apparaît pas très correcte et légale »*.

Le pétrole, le manganèse, l'uranium, la riche forêt gabonaise, sa faune...sont contrôlés et pillés par les sociétés françaises, la position géostratégique du pays pour les expéditions punitives coloniales des troupes d'occupations françaises qui y stationnent depuis la période coloniale à ce jour à l'instar de celles du Tchad, sont autant de preuves qui démontrent si besoin en était de l'immuable politique de domination et d'asservissement des 14 pays du pré carré en général et du Gabon en particulier.

Face à la révolte des Peuples contre la Françafrique et le maintien de l'ordre colonial dans le pré-carré, la France instaure une nouvelle pratique politique africaine édulcorée, « la dynastie familiale républicaine ». Les pseudos élections présidentielles démocratiques sont organisées à tour de bras afin de légitimer les fils et autres progénitures des anciens présidents de la Françafrique décédés. Le cas du Togo vient d'être suivi de celui du Gabon. Cette réaction criminelle en chaîne inspirerait incontestablement d'autres dictateurs de la Françafrique au Tchad, en Centrafrique, au Cameroun, au Congo Brazzaville avec la bienveillance de la métropole. Il appartient à ces Peuples de se préparer afin de bloquer par tous les moyens, voire enrayer la marche de cette machine infernale, en l'occurrence la Françafrique car il y va de la survie des populations de ces entités africaines.

Dans ces conditions de déni permanent de démocratie (solution pacifique), d'humiliation, de coup d'état permanent français, de pillages systématiques des ressources des pays par les réseaux de la Françafrique..., les Peuples révoltés ont le droit de réclamer leurs droits et de les arracher par la violence, légitime réaction aux crimes organisés contre eux. C'est notamment le cas du Tchad où les Forces de résistance de l'UFR se battent vaillamment les armes à la main contre le dictateur Déby depuis de nombreuses années.

Le maintien de l'ordre colonial et la préservation des intérêts ou pillages des ressources du Gabon par la France, impliquent le massacre du peuple insurgé. En effet, deux personnes ont été tuées par balles parmi lesquels un élève de 18 ans Thierry Mombo. Les contestations populaires se poursuivent trois jours après la proclamation des résultats et ce malgré le couvre-feu. (Cf. La nouvelle République du 06 septembre). Ulcéré par l'attitude criminelle de l'hexagone qui a été le cerveau de ce coup d'état électoral, l'opposant gabonais Bruno Ben MOUBAMBA a déclaré : *« Moi, Bruno Ben MOUBAMBA, j'accuse la France d'être derrière le coup d'Etat en cours au Gabon et je dis au Président Français Nicolas SARKOZY qu'il n'est pas dans l'intérêt de la France d'agir comme elle le fait pour le moment »*

Interrogé par Sylvain Attal, journaliste à la Télévision France 24, le 19 août dernier, un autre opposant Pierre MAMBOUNDOU, excédé par une certaine presse qui mène une campagne insidieuse en faveur du candidat Ali Bongo Odimba, rétorqua énergiquement : *« Ali Bongo n'est favori de personne ici au Gabon. Il faut que cela soit clair. Il est peut-être favori pour France 24 mais pas pour les Gabonais »*.

L'implication flagrante et manifeste de la France dans ce coup de Force électorale a été aussi étayée par l'un des cerveaux des réseaux de la Françafrique, Robert Bourgi, ami des Présidents Sarkozy, de Bongo père et fils qui n'hésita pas à déclarer avec orgueil : *« Je suis un ami très écouté de Nicolas Sarkozy »*, insiste-t-il. Cet été, il a mis toute son énergie au service de l'élection de son poulain, Ali Ben Bongo, fils et héritier du président défunt qu'il présente comme *« le meilleur défenseur des intérêts français dans tous les domaines »*. *« Au Gabon, la France n'a pas de candidat, mais le candidat de Robert Bourgi, c'est Ali Bongo, explique-t-il en souriant. Or je suis un ami très écouté de Nicolas Sarkozy »*. *De façon subliminale, l'électeur le comprendra.*" (Cf. Le Monde du 31 août 2009)

Les descendants de ces valeureux soldats africains (appelés Tirailleurs sénégalais) qui ont libéré la France de la servitude des Nazis ont aussi le droit de vivre à l'instar du peuple français en toute liberté, en démocratie et d'utiliser rationnellement pour leur bien-être les richesses naturelles dont l'Afrique est dotée. Il est inacceptable qu'une poignée d'individus, Membres des réseaux de la Françafrique et sous le patronage des

gouvernements français successifs, maintiennent sous une chape de plomb pendant des décennies des Peuples entiers dans la misère sans précédent.

Face aux crimes contre l'humanité de la Françafrique dans le pré-carré de la France parmi lesquels les événements dramatiques en cours au Gabon, notre Parti, Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme /Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique (ACTUS / prpe) déclare ce qui suit :

- exprime sa solidarité militante au peuple frère du Gabon dans sa légitime lutte contre toute forme de dictature afin d'instaurer une véritable démocratie et indépendance nationale
- condamne l'impérialisme français qui dénie au peuple gabonais le droit à la démocratie, son libre choix de régime politique et son avenir en imposant aujourd'hui après 42 ans du règne du Président Omar Bongo celui de son fils Ali Bongo
- exige le retrait incondtionnel, immédiat et la fermeture des bases militaires françaises d'Afrique qui maintiennent l'ordre colonial et servent de bouclier et renforcent les dictateurs imposés aux peuples par la France
- appelle tous les peuples africains à une solidarité militante, unitaire de lutte contre l'asservissement, les pillages, les humiliations, le mépris, les crimes contre l'humanité...dont notre continent continue d'être victime des puissances impérialistes.
- recommande à tous les activistes et patriotes africains de poursuivre le combat de libération et de dignité, lancé par les illustres fils d'Afrique (Patrice Lumumba, Amilcar Cabral ,Thomas Sankara, Marien Nguabi, Houari Boumediene, Agostino Neto, Samora Machel, Sékou Touré, Kuamé Nkrumah, Nasser, Nyombé, Félix Moumié, Olympio, Nkrumah, Sékou Touré, Steve Biko, Um Nyobè, Tavo Amorin, Ouandié, Félix Moumié, Cheick Anta Diop, Edouardo Mondlane...,) dont certains furent assassinés par l'impérialisme qui n'accepterait jamais une véritable indépendance politique, économique et militaire de notre continent afin de sauvegarder leurs intérêts (pillages) avec la complicité de leurs valets dictateurs imposés aux présidences de nos pays.
- lance un appel solennel à tous les Peuples africains et aux patriotes activistes de jeter toutes leurs forces dans la bataille pour la réalisation rapide des Etats-Unis d'Afrique (EUA), seule garanti d'une véritable indépendance de notre Continent par conséquent de notre existence sur l'échiquier politique international.

Le 6 Septembre 2009

**Pour l'Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme
Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique (ACTUS / prpe)**

Le Secrétaire Général

Dr LEY-NGARDIGAL Djimadoum